

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, LORS DE LA VISITE DE LA COOPERL DE LAMBALLE, SUR L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE ET LES MONTANTS COMPENSATOIRES MONÉTAIRES, LUNDI 7 OCTOBRE 1985.

7 OCTOBER 1985 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le président,

- Mesdames et messieurs,

- Le Président vous disait à l'instant qu'il était heureux, qu'il était fier de cette visite. J'en suis heureux et pour la Bretagne, j'en suis fier.

- Le très bref récit mais très clair qui vient de vous être fait montre bien qu'en vingt ans, les éléments ont été réunis, d'abord par ceux qui travaillent et par ceux qui produisent et puis par ceux qui organisent, qui commercialisent, qui industrialisent et qui vendent un produit capable de supporter, de vaincre la concurrence.

- C'est l'histoire d'un beau combat que vous êtes en-train de gagner. Oh, je sais bien que dans ce domaine, comme dans tous les autres, il n'y a jamais de victoire définitivement acquise. Que cela suppose toujours du travail, de l'imagination, de l'intelligence, de la formation, de l'application, la connaissance aussi de ce qui se fait dans le reste du monde.

- J'étais très frappé le long de cette visite et je le disais aux responsables, aux directeurs, par l'impression de santé, de produits bien finis présentés en dépit des obstacles. D'abord on va vite ici, en trois jours si j'ai bien compris : A, B, C. Oui, l'animal : A £ le travail B et l'expédition en C, dans le monde entier, là ou vous avez des marchés. Le client, le consommateur est en mesure de recevoir un bon produit qui montre à la fois la qualité de la production et la qualité de la transformation.

- C'est un très bel exemple de ce que l'on est capable de faire en France et particulièrement en Bretagne. Tout cela en vingt ans.

- Qu'espériez-vous il y a vingt ans ? Vous l'avez dit. Moins que ce qui est survenu. Et pourtant généralement, l'espérance est toujours très largement au-dessus, aiguillon qui permet à l'homme d'aller toujours vers le mieux. Mais vous n'en avez pas fini avec ce que vous pouvez faire des vingt prochaines années : j'écoutais avec un certain intérêt m'expliquer comment ces beaux jambons deviennent un peu plus loin une sorte de parme en Italie.

- Mais j'entendais dire aussi les quantités considérables de carcasses vendues... Où donc ? en Angola ! Et voilà que dans la bouche du Président, ce sont les mots "Extrême-Orient"... avec les immenses masses humaines qui ont naturellement aspiration à vivre et à consommer mieux.

- Je le répète voilà du bon travail et je tiens à en remercier, au nom du pays, celles et ceux qui l'ont fait, depuis le paysan qui produit, qui élève jusqu'à la coopérative qui rassemble tous les métiers si j'en juge par ce que j'ai vu, jusqu'à la commercialisation que j'admirais il y a un instant.

C'est pourquoi je disais que moi j'étais fier de vous. Bien entendu au passage, monsieur le président a ramassé un problème au demeurant fort important celui qui s'adresse aux pouvoirs publics : je veux dire les montants compensatoires monétaires. J'attendais bien que la question me soit posée. Elle a été au centre de tous les débats européens pendant des années.

- Vous avez rappelé monsieur le président que c'est en 1969 que cette bizarre construction a été édiflée au sein du Marché commun. Ce que vous n'avez pas dit, mais parce que vous avez été discret, c'est que c'est à la demande de la France, du gouvernement français en 1969 que les montants compensatoires ont été institués. De telle sorte que lorsque par la suite un autre gouvernement français demandait aux partenaires, "il faut se débarrasser des montants compensatoires", ils disaient "mais dites-moi c'est vous qui proposez et c'est vous qui demandez qu'on détruise le système. Vous n'êtes pas très sérieux".

- Et c'en est arrivé au point qu'en 1978, 1979, il y avait une différence, au détriment de la France par kilo d'1,75 F au maximum du différentiel. 30 % du prix à la production !.. Comment vouliez-vous comment ne pas condamner à la ruine toutes les professions porcines ? C'était impossible. Mais il a fallu se battre pour les raisons que je vous indiquais, d'abord parce que la France était en situation fautive dans ses demandes réitérées, ensuite parce que les pays qui en profitaient ne voulaient naturellement pas

abandonner cet avantage. Et comme les règles du Marché commun supposent l'accord de tout le monde, ceux qui étaient bénéficiaires ne voulaient pas lâcher ce qu'ils possédaient, alors cette fois-ci au détriment de la France. Ce qui est vrai particulièrement du porc l'était aussi des produits agricoles en général.

- J'ai connu la même crise pour le lait. Enfin nous y sommes presque parvenus. Le progrès a été considérable à l'époque que vous avez rappelée c'est-à-dire dans le premier semestre 1984 quand j'étais Président de la Communauté européenne `CEE`. Les présidences se déroulant à tour de rôle, j'ai pu pousser ce dossier qui avait été préparé par bien d'autres et notamment par le professionnel que vous êtes.

- Il reste encore à acquérir dans ce domaine quelques concessions de nos partenaires. Je pense que c'est bien parti.\

Monsieur le président, mesdames et messieurs, il n'est pas prévu ici de grands et longs discours. D'ailleurs on se demande de quoi on parlerait. J'aurai l'occasion, en Bretagne, d'ici demain soir, de m'exprimer souvent. Là je suis devant des professionnels, des femmes et des hommes de métier qui savent de quoi on parle. Monsieur le président, je vous remercie de m'avoir dit que vous vous sentez plein de courage mais qu'en même temps et sur le -plan économique et sur le -plan social, vous menez votre affaire avec sérieux, avec le souci de répondre aux besoins humains en même temps que vous voulez une production capable de supporter toutes les concurrences. J'évoquais tout à l'heure, le jambon de parme en Italie mais j'ai vu aussi que vous fabriquiez aussi du bacon.

- Et pour ouvrir le marché anglais avec tous ses protectionismes, il faut avoir une marchandise d'une drôle de qualité, sans quoi, ça ne passe pas.

- Et bien, j'ai l'impression que peu à peu vous élargissez la brèche. Oui être là à la COOPERL, premier producteur porcin français dans une région, la Bretagne, qui représente la moitié peut-être même un peu plus de la production française, pour le chef de l'Etat, croyez-moi c'est une grande satisfaction. On voit que l'effort paye. Et un grand pays, ça se construit comme cela. Je comprends toutes les revendications et les plaintes. Je les comprends lorsqu'elles sont justifiées. Et elles le sont souvent. Tout à l'heure je serai dans le Trégor et je verrai tout une structure industrielle en péril. Je comprends que l'on s'inquiète et même que l'on proteste. Mais rien n'est possible sans l'effort, l'effort intelligent. C'est ce que vous faites, mesdames et messieurs.

- Je vous remercie.\